

Romain Felli – *La grande adaptation. Climat, capitalisme et catastrophe*

Nestor Engone Elloué

Émulations – Revue de sciences sociales
2019, Comptes rendus critiques, En ligne.

Article disponible à l'adresse suivante

<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/view/crelloue>

Pour citer cet article

Nestor Engoné Elloué, « Romain Felli – La grande adaptation. Climat, capitalisme et catastrophe », *Émulations*, en ligne. Mise en ligne le 12 août 2019.
DOI : 10.14428/emulations.cr.070

Distribution électronique : Université catholique de Louvain (Belgique) : ojs.uclouvain.be

© Cet article est mis à disposition selon les termes de la Licence *Creative Commons Attribution, Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International*. <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>

Éditeur : Émulations – Revue de sciences sociales / Presses universitaires de Louvain
<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations>

ISSN électronique : 1784-5734

Romain Felli – *La grande adaptation. Climat, capitalisme et catastrophe*

Nestor Engone Elloué¹

Recensé : Romain Felli, *La grande adaptation. Climat, capitalisme et catastrophe*, Paris, Le Seuil, 2016 (« Anthropocène »), 292 p.

Cet essai s'inscrit dans la lignée des débats actuels qui portent sur la problématisation de la relation entre le capitalisme et la crise climatique. Claire et bien menée, la réflexion de Romain Felli repose sur une documentation et une bibliographie denses regroupant des références importantes et récentes, aussi bien portant sur la théorie politique environnementale que sur l'écologie économique. Dans un propos pertinent, R. Felli explique et illustre de manière précise comment, dès les années 1970, les tenants du néolibéralisme ont œuvré à promouvoir la stratégie politique de l'adaptation dans le but d'assurer la survie du capitalisme et non pas – comme cela a souvent été prétendu – de lutter contre les conséquences du réchauffement climatique. Rappelons que pour faire face à la crise climatique, deux principales stratégies ont été mises en avant au niveau international : l'adaptation et l'atténuation. Si l'adaptation concerne la réduction des risques et impacts néfastes du changement climatique, l'atténuation porte sur la réduction des sources et activités génératrices de gaz à effet de serre. Ces stratégies sont au cœur des négociations climatiques interétatiques qui opposent les pays du Nord et du Sud depuis les années 1990. L'auteur revient ici sur l'origine de la stratégie de l'adaptation et montre avec force, arguments historiques à l'appui, que cette dernière sert en réalité « l'adaptation climatique du capitalisme » (p. 39). Or, pour l'auteur, la crise climatique est une des conséquences du capitalisme. Elle est en quelque sorte « une crise de la manière capitaliste d'organiser la nature » (p. 15). L'économie de marché ne peut donc pas être la solution comme le défendent des auteurs comme Amory Lovins et Hunter Lovins (2008) vis-à-vis desquels R. Felli prend ses distances. La thèse qu'il soutient fait en revanche écho à des travaux comme ceux de Naomi Klein qui, dans *This Changes Everything : Capitalism vs. The Climate* paru en 2014, défend également que la lutte contre le réchauffement climatique nécessite de sortir de l'emprise du capitalisme.

La particularité du propos de R. Felli repose sur un recentrement du débat autour de la question de l'adaptation. À partir d'un regard historico-critique, il montre que la stratégie de l'adaptation est une construction américaine, « une conjonction de

¹ Département de philosophie, Université Bordeaux Montaigne, France.

chercheurs, d'organisations scientifiques, de fondations privées et d'offices gouvernementaux qui convergeaient sur la définition de la question climatique – comme politique de l'incertitude – et sur la formulation d'une solution – l'évangile de la flexibilité ». (p.114). L'établissement de ce fait permet de comprendre le positionnement de la diplomatie climatique américaine. Celle-ci a longtemps fait valoir un rejet de se soumettre à des engagements contraignants, qui en plus d'être une menace pour l'économie de marché seraient soumis au contrôle des Nations Unies. Il y a dans la promotion de l'adaptation, au détriment de celle de l'atténuation, une volonté manifeste d'accroître le pouvoir du marché au lieu de le restreindre et de le remettre en question.

Le premier chapitre de l'ouvrage est consacré à la mise en contexte de la notion de l'adaptation. L'auteur rappelle l'émergence de la prise de conscience de la crise écologique et les débats qu'elle a suscités. L'auteur montre comment la puissance américaine cherche avant tout à garantir la survie du capitalisme dont elle est la principale promotrice au niveau mondial. L'inquiétude américaine vis-à-vis de l'éventualité d'un effondrement « même partiel » du système capitaliste va trouver un rempart en la stratégie de l'adaptation en vue de minorer les coûts que pourraient supporter les « économies qui dépendent massivement des énergies fossiles » (p. 68). C'est une analyse qui permet de comprendre le retrait des États-Unis du protocole de Kyoto en 2001. Mais au-delà de la sauvegarde du système capitaliste, ce qui se joue également pour les États-Unis n'est-ce pas la sauvegarde du système westphalien ? Le système westphalien est un mode d'organisation hérité de la « paix de Westphalie » de 1648 qui a donné naissance aux principes directeurs des relations internationales modernes parmi lesquelles on peut citer : le principe de territorialité, le principe de gouvernementalité, le principe de non-ingérence et le principe de souveraineté. Dans ce système, on ne peut rien imposer aux États sans leur accord. N'est-ce pas le maintien de cette souveraineté westphalienne qui se joue également contre les régulations climatiques internationales émanant des Nations Unies ? Dans l'analyse de Felli, cette dimension de politique extérieure n'est pas vraiment développée. Il s'attèle à critiquer la solution libérale américaine qu'il nomme l'« évangile de la flexibilité ». Celle-ci a pour objectif de faire en sorte que la prise en charge du changement climatique affecte le moins possible l'économie américaine.

Le deuxième chapitre porte sur la présentation critique de cette solution libérale. Les « évangélistes » américains de la flexibilité vont entrer en scène à partir des années 1980. Leur objectif est de promouvoir l'extension du marché (marché de l'eau, et plus tard, marché des quotas d'émission, marché de la biodiversité, etc.) et de renverser le cadre interventionniste et coercitif de la régulation environnementale et climatique, aussi bien au niveau local qu'international. La promotion de la flexibilité, résumée par l'auteur à travers la formule de « néolibéralisme de catastrophe » (terme qui fait là aussi écho à celui de *capitalisme de catastrophe* de Naomi Klein) va, selon Felli, trouver écho dans les arènes institutionnelles internationales comme le Groupe d'experts

intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Celui-ci a proposé en 1990 la flexibilité comme critère « d'orientation des politiques d'adaptation à adopter pour répondre au défi des changements climatiques » (p. 113). Nous partageons l'idée qu'il y a une influence américaine du GIEC. Elle n'est d'ailleurs pas seulement présente dans les travaux de R. Felli. On la retrouve chez des auteurs comme Stephan C. Aykut et Amy Dahan (2015) qui, de manière plus globale, considèrent que le State Department étasunien a profondément marqué le régime climatique actuel de son empreinte, aussi bien en raison de son rôle durant les négociations climatiques qu'en raison des solutions mises en avant.

Parmi les solutions promouvant la flexibilité, R. Felli s'intéresse en particulier aux projets de « micro-assurance » auxquels il consacre une partie du troisième chapitre. Ces projets proposés par des organisations internationales et des entreprises visent à favoriser l'adaptation des pays en développement. Le principal grief qu'il formule à l'égard de la « micro-assurance » est qu'elle « crée de nouvelles vulnérabilités sociales et économiques » (p. 145). Si elle est pertinente et convaincante, la critique radicale des mécanismes de micro-assurance qu'il formule peut avoir tendance à faire oublier leur dimension positive : apporter une solution concrète à ceux qui vivent dans les territoires les plus exposés aux risques et où les financements publics en matière d'adaptation sont insuffisants. Ceci étant dit, l'analyse de Felli a le mérite de montrer que le risque encouru est la perte d'une solidarité publique nationale et internationale au détriment d'un système fondé sur la recherche du profit.

Le quatrième et dernier chapitre traite de la question des migrants climatiques. L'auteur y montre trois principales réactions à la situation de ces personnes qualifiées de « vulnérables ». La première est une orientation sécuritaire de la question des migrants climatiques par l'administration américaine pour renforcer entre autre « l'appareillage de contrôle à distance des migrants, aux frontières de l'Union européenne ou de l'Amérique du Nord » (p. 157). La deuxième est une réaction humanitariste qui a pour conséquence de dépolitiser la question climatique : « les réfugiés sont alors vus comme de simples victimes passives d'un processus (le réchauffement) sur lequel ils ne peuvent avoir prise » (p. 169). La troisième réaction relève d'une volonté de favoriser la politique migratoire dans le but de permettre, non pas un secours des migrants, mais le recours à une main-d'œuvre bon marché. Cette troisième dimension permet de renforcer l'analyse de Felli sur l'instrumentalisation de l'adaptation par les partisans de l'économie de marché.

Si nous avons apprécié cette lecture qui porte sur un sujet d'actualité et d'urgence, nous formulerons tout de même deux remarques. La première est que la critique de l'adaptation climatique du capitalisme – parfaitement développée par Felli – semble voiler l'intérêt même de la question de l'adaptation et les enjeux de justice qu'elle soulève. L'auteur présente la stratégie de l'adaptation comme un renoncement à la lutte contre les causes anthropiques du changement climatique. Pourtant, l'adaptation présente une dimension revendicative qui en fait un enjeu géopolitique de justice

Nord/Sud peu traité dans l'ouvrage. L'inégale capacité d'adaptation Nord/Sud est une réalité qu'on peut oublier si on ne s'en tient qu'à la question de la lutte contre les causes du changement climatique. Étant déjà dans le flux de la catastrophe, on ne peut pas seulement s'en tenir à chercher une autre forme de régulation que celle du marché. Le besoin d'adaptation n'est pas en soi une invention du capitalisme mais un besoin réel qui nécessite, dans la situation inégalitaire Nord/Sud, de trouver comment répartir équitablement les coûts de la prise en charge de la réduction des risques climatiques entre les États et/ou les entreprises. Une chose est de montrer que l'enjeu de l'adaptation est une construction néolibérale ; une autre est de montrer les limites des solutions adaptatives qui en résultent ; et une dernière encore, mais nécessaire, est de montrer que l'adaptation demeure un enjeu réel qui a été porté au cœur des négociations par les pays du Sud comme un enjeu de justice qui mérite une grande attention.

La deuxième remarque porte sur la présentation extrêmement brève d'une proposition alternative. Il faut en effet attendre la conclusion de l'ouvrage pour prendre connaissance de l'esquisse de solution proposée par l'auteur. Selon lui, étant donné que le capitalisme est à l'origine du problème, la solution ne se trouve pas dans l'adaptation du capitalisme à la crise, mais dans la résistance à « l'extension du marché » (p. 202). Dans ce qui paraît être un plaidoyer pour la justice climatique et la démocratie mondiale, R. Felli appelle de ses vœux au renversement du mouvement libéral au profit de la naissance et de l'extension d'un mouvement social « démocratique et écologiste ». Cela demeure très vague. Reste donc à savoir comment cette « résistance » et ce « mouvement » pourraient se mettre en œuvre de façon concrète au niveau national et international.

Bibliographie

- AYKUT S., DAHAN A. (2015), *Gouverner le climat ? Vingt ans de négociations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po (« Développement durable »).
- DAHAN A. (2015), « La gouvernance climatique onusienne : un cadre à sauvegarder, transformer, ou faire exploser ? », *Cités*, vol. 63, n° 3, p. 161-174.
- GAUDILLIERE J.-P. (2009), « L'ascension des pays du Sud dans les négociations climatiques », *Mouvements*, vol. 4, n° 60, p. 45-51.
- GARAMEN V., WEIKMANS R., ZACCAI E. (2014), *L'adaptation au changement climatique*, Paris, La Découverte (« Repères »).
- GEMENNE F. (2009), *Géopolitique du changement climatique*, 2^e éd., Paris, Armand Colin.
- KLEIN N. (2014), *This changes everything. Capitalism vs. The Climat*, New York, Simon and Schuster.

VANDERHEIDEN S. (2008), *Atmospheric justice. A Political theory of climate change*, New York, Oxford University Press.